

L'accumulation du capital

III: Les conditions historiques de l'accumulation • 31 : Le protectionnisme et l'accumulation

Rosa Luxemburg, 1913

L'impérialisme est l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux autour des derniers territoires non capitalistes encore libres du monde. Géographiquement, ce milieu représente aujourd'hui encore la plus grande partie du globe. Cependant le champ d'expansion offert à l'impérialisme apparaît comme minime comparé au niveau élevé atteint par le développement des forces productives capitalistes ; il faut tenir compte en effet de la masse énorme du capital déjà accumulé dans les vieux pays capitalistes et qui lutte pour écouler son surproduit et pour capitaliser sa plus-value, et, en outre, de la rapidité avec laquelle les pays pré-capitalistes se transforment en pays capitalistes. Sur la scène internationale, le capital doit donc procéder par des méthodes appropriées. Avec le degré d'évolution élevé atteint par les pays capitalistes et l'exaspération de la concurrence des pays capitalistes pour la conquête des territoires non capitalistes, la poussée impérialiste, aussi bien dans son agression contre le monde non capitaliste que dans les conflits plus aigus entre les pays capitalistes concurrents, augmente d'énergie et de violence. Mais plus s'accroissent la violence et l'énergie avec lesquelles le capital procède à la destruction des civilisations non capitalistes, plus il rétrécit sa base d'accumulation. L'impérialisme est à la fois une méthode historique pour prolonger les jours du capital et le moyen le plus sûr et le plus rapide d'y mettre objectivement un terme. Cela ne signifie pas que le point final ait besoin à la lettre d'être atteint. La seule tendance vers ce but de l'évolution capitaliste se manifeste déjà par des phénomènes qui font de la phase finale du capitalisme une période de catastrophes. Les économistes classiques, dans la période du « *Sturm und Drang* » de l'économie, exprimaient l'espoir d'un développement pacifique de l'accumulation capitaliste et célébraient « le commerce et l'industrie qui ne peuvent prospérer que par la paix » ; ils prêchaient l'idéologie officieuse manchestérienne de l'harmonie des intérêts entre les nations industrielles de la terre - autre aspect de l'harmonie des intérêts entre le capital et le travail ; ces espoirs semblèrent se confirmer dans la courte période de libre-échange qui régna en Europe autour de 1860 et 1870 ; ils se fondaient sur le faux dogme de l'école de Manchester, selon lequel l'échange de marchandises est la seule condition de l'accumulation capitaliste, et l'accumulation identique à la simple production marchande. L'école de Ricardo identifiait, comme nous l'avons vu, l'accumulation capitaliste et les conditions de sa reproduction avec la production marchande simple et avec les conditions de la circulation simple de marchandises. Cette doctrine se manifesta avec plus d'évidence encore chez le libre-échangisme vulgaire tourné vers la pratique. Toute l'argumentation des libre-échangistes groupés autour de Cobden ne faisait que traduire les intérêts des cotonniers du Lancashire. Leur attention était surtout dirigée sur les acheteurs à gagner et leur dogme était le suivant : « Nous devons acheter à l'étranger afin de trouver à notre tour des acheteurs pour nos produits industriels, c'est-à-dire pour les cotonnades. » Cobden et Bright, en réclamant le

libre-échange, notamment l'abaissement des prix des biens de consommation, prétendaient défendre les intérêts du consommateur : mais il ne s'agissait pas de l'ouvrier qui mange du pain, mais du capitaliste qui consomme la force de travail.

Cet évangile ne traduisait jamais réellement les intérêts de l'accumulation capitaliste dans son ensemble. En Angleterre même, il fut démenti dès les années 1840 par les guerres de l'opium, qui prêchaient par la canonnade l'harmonie des intérêts des nations commerçantes en Extrême-Orient. passant ensuite, avec l'annexion de Hong-Kong, à l'opposé de cette doctrine, au système des « sphères d'intérêts » [1]. Sur le continent européen, le libre-échange des années 1860 n'exprima jamais les intérêts du capital industriel, parce que les pays libre-échangistes du continent étaient à l'époque des pays principalement agricoles, et que la grande industrie y était peu développée. Le système du libre-échange fut bien plutôt appliqué comme une mesure politique en vue de constituer des nouveaux États nationaux en Europe centrale. En Allemagne, selon les vues de Manteuffel et de Bismarck, c'était un instrument spécifiquement prussien pour mettre l'Autriche à la porte de la Confédération allemande et de l'union douanière, et pour créer le nouvel empire allemand sous l'hégémonie de la Prusse. Économiquement, le libre-échange s'appuyait seulement sur les intérêts du capital marchand, notamment sur le capital des villes hanséatiques pour qui le commerce international était d'importance vitale, et sur les intérêts agricoles des consommateurs ; quant à l'industrie elle-même, seule celle du fer put être gagnée au libre-échange et encore ne put-on lui arracher que la concession de l'abolition des douanes rhénanes. L'industrie textile d'Allemagne du Sud resta intransigeante et maintint son opposition protectionniste. En France, les ailes qui inaugurèrent le libre-échange par les clauses préférentielles furent conclus par Napoléon III sans le consentement et même contre la volonté de la Chambre, constituée par les industriels et les agrariens. Le gouvernement du Second Empire se contenta d'instaurer comme pis-aller des traités commerciaux, qui furent acceptés faute de mieux par l'Angleterre - pour ne pas susciter d'opposition parlementaire en France et pour établir en fin de compte le libre-échange sur une base internationale derrière le dos du corps législatif. Le premier traité important entre la France et l'Angleterre surprit l'opinion publique française [2]. Entre 1853 et 1862, le vieux système protectionniste français fut aboli par trente-deux décrets impériaux, qui furent ratifiés en 1863 « par voie législative », afin que les formes fussent respectées. En Italie le libre-échange était une arme de la politique de Cavour, et résultait du besoin où il était de s'appuyer sur la France. Dès 1870, sous la poussée de l'opinion publique, une enquête fut ouverte, qui révéla le peu d'intérêt des milieux concernés pour la politique libre-échangiste. Enfin, en Russie, la tendance libre-échangiste des années 1860 ne fit que jeter les bases de l'économie marchande et de la grande industrie : elle accompagna l'abolition du servage et la construction d'un réseau ferré [3].

Ainsi le libre-échange comme système international ne pouvait être a priori qu'un épisode dans l'histoire de l'accumulation du capital, pour cette raison même, il est faux d'attribuer le revirement général et le retour au protectionnisme qui eut lieu à la fin des années 1870, à une réaction de défense des autres pays capitalistes contre le libre-échange de la Grande-Bretagne [4].

Cette idée est démentie par plusieurs faits : ainsi en Allemagne, en France et en Italie, ce furent les agrariens qui prirent l'initiative du retour au protectionnisme, non contre la concurrence de l'Angleterre, mais contre celle des États-Unis; par ailleurs, les menaces contre l'industrie naissante en Russie, par exemple, venaient plutôt de l'Allemagne que de l'Angleterre, et, en Italie, plutôt de la France. De même, ce n'est pas le monopole industriel de l'Angleterre qui est cause de la dépression universelle et permanente qui suivit la crise des années 1870, et qui avait suscité le désir du protectionnisme. Le revirement protectionniste avait des causes plus générales et plus profondes. Les purs principes libre-échangistes qui entretenaient l'illusion de l'harmonie des intérêts sur le marché mondial furent abandonnés dès que le grand capital industriel eut pris suffisamment pied dans les principaux États du continent européen pour se rendre compte des conditions de l'accumulation. Or, ces conditions d'accumulation battent en brèche la vieille doctrine de la réciprocité des intérêts des États capitalistes. Elles provoquent au contraire leur antagonisme et la concurrence pour la conquête des milieux non capitalistes.

Au début de l'ère du libre-échange, les guerres contre la Chine commençaient seulement à ouvrir l'Extrême-Orient au commerce, et le capital européen faisait ses premiers pas en Égypte. Aux alentours de 1880, en même temps que le protectionnisme, la politique d'expansion est pratiquée avec une intensité croissante : une succession ininterrompue d'événements se poursuit à travers les années 1880 : l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre, les conquêtes coloniales allemandes en Afrique, l'occupation française de Tunis et l'expédition au Tonkin, les percées de l'Italie à Assab et Massua, la guerre d'Abyssinie et la création de l'Érythrée, les conquêtes anglaises en Afrique du Sud. Le conflit entre l'Italie et la France pour la sphère d'intérêts de Tunis fut le préambule caractéristique de la guerre douanière franco-italienne ; sept ans plus tard, cet épisode violent a mis fin sur le continent européen à l'harmonie des intérêts, chère à la doctrine du libre-échangiste. Le mot d'ordre du capital devint la monopolisation des régions non capitalistes, aussi bien à l'intérieur des vieux États capitalistes qu'à l'extérieur, dans les pays d'outre-mer. En revanche, le libre-échange, la politique de la « porte ouverte » devinrent l'expression spécifique du désarmement économique des pays non capitalistes en face du capitalisme international, l'expression de l'équilibre entre les diverses puissances industrielles concurrentes le prélude à l'occupation partielle ou totale des pays non capitalistes soit comme colonies, soit comme sphères d'influence. Si l'Angleterre seule est restée jusqu'ici fidèle au libre-échange, cela tient en première ligne à ce qu'elle était l'empire colonial le plus ancien et qu'elle trouva dès le début dans ses immenses possessions territoriales extra-capitalistes une base d'opérations offrant à son accumulation des perspectives illimitées jusqu'à nos jours, et la soustrayant en fait à la concurrence des autres pays capitalistes. C'est ce qui explique la tendance générale des pays capitalistes à s'isoler les uns des autres par des tarifs douaniers ; cependant, en même temps, ils développaient de plus en plus les échanges commerciaux, et devenaient toujours plus dépendants les uns des autres quant au renouvellement des conditions matérielles de leur reproduction. Pourtant, du point de vue du développement technique des forces productives, le protectionnisme est aujourd'hui superflu et il contribue même parfois à la conservation artificielle de méthodes de production périmées. Comme celle qui est au fond des emprunts internationaux, la contradiction immanente de la politique protectionniste ne fait que refléter la

contradiction historique entre les intérêts de l'accumulation - c'est-à-dire la réalisation et la capitalisation de la plus-value - et le pur point de vue de l'échange de marchandises.

Ceci se manifeste dans le fait que le système moderne de hauts tarifs douaniers, exigés par l'expansion coloniale et les conflits plus aigus à l'intérieur du milieu capitaliste, fut introduit surtout en vue d'accroître les armements. En Allemagne comme en France, en Italie et en Russie, le retour au protectionnisme fut lié à l'extension du militarisme et introduit en fonction de celui-ci ; il servit de base à la course aux armements de terre, puis de mer, qui se développa à cette époque. Le libre-échange européen auquel correspondait le système militaire continental avec la priorité donnée à l'armée de terre, a cédé la place au protectionnisme comme fondement et complément du système militaire impérialiste où la priorité était toujours donnée à la marine.

L'accumulation capitaliste, dans son ensemble, a donc, comme processus historique concret, deux aspects différents : l'un concerne la production de la plus-value - à l'usine, dans la mine, dans l'exploitation agricole - et la circulation de marchandises sur le marché. Considérée de ce point de vue, l'accumulation est un processus purement économique dont la phase la plus importante est une transaction entre le capitaliste et le salarié. Dans les deux phases cependant, à l'usine comme sur le marché, elle reste exclusivement dans les limites d'un échange de marchandises, d'un échange de grandeurs équivalentes, sous le signe de la paix, de la propriété privée et de l'égalité. Il a fallu toute la dialectique acérée d'une analyse scientifique pour découvrir comment, au cours de l'accumulation, le droit de propriété se transforme en appropriation de la propriété d'autrui, l'échange de marchandises en exploitation, l'égalité en domination de classe.

L'autre aspect de l'accumulation capitaliste concerne les relations entre le capital et les modes de production non capitalistes, il a le monde entier pour théâtre. Ici les méthodes employées sont la politique coloniale, le système des emprunts internationaux, la politique des sphères d'intérêts, la guerre. La violence, l'escroquerie, l'oppression, le pillage se déploient ouvertement, sans masque, et il est difficile de reconnaître les lois rigoureuses du processus économique dans l'enchevêtrement des violences et des brutalités politiques.

La théorie libérale bourgeoise n'envisage que l'aspect unique de la « concurrence pacifique », des merveilles de la technique et de l'échange pur de marchandises ; elle sépare le domaine économique du capital de l'autre aspect, celui des coups de force considérés comme des incidents plus ou moins fortuits de la politique extérieure.

En réalité, la violence politique est, elle aussi, l'instrument et le véhicule du processus économique ; la dualité des aspects de l'accumulation recouvre un même phénomène organique, issu des conditions de la reproduction capitaliste. La carrière historique du capital ne peut être appréciée qu'en fonction de ces deux aspects. Le capital n'est pas qu'à sa naissance « dégouttant de sang et de boue par tous les pores », mais pendant toute sa marche

à travers le monde ; c'est ainsi qu'il prépare, dans des convulsions toujours plus violentes, son propre effondrement..

Notes

[1] Ce n'est pas seulement le cas de l'Angleterre. « Dès 1859 une brochure diffusée dans toute l'Allemagne, et dont la rédaction est attribuée au fabricant Diergardt de Viersen, adjurait l'Allemagne de s'assurer à temps le marché d'Extrême-Orient. Une seule méthode permet, affirmait la brochure, d'obtenir quelque chose des Japonais et des Asiatiques en général, c'est le déploiement de la force militaire. La flotte allemande construite avec les économies du peuple avait été un rêve de jeunesse, elle était depuis longtemps vendue aux enchères par Hannibal Fischer. La Prusse avait quelques bateaux mais pas de puissance navale imposante. Cependant on décida d'armer une escadre en vue d'entamer des négociations commerciales en Extrême-Orient. Le royale d'Eulenburg., l'un des hommes d'État prussiens les plus capables et les plus pondérés, prit la direction de cette expédition, dont les buts étaient également scientifiques. Cet homme mena à bien sa mission dans les conditions les plus difficiles avec une grande habileté. On dut renoncer au projet de relations commerciales avec les îles Hawaiï. Par ailleurs l'entreprise atteignit son but. Bien que la presse berlinoise jouât les prophètes et déclarât, à chaque nouvelle difficulté survenue, que tout cela était prévisible depuis longtemps et que ces dépenses pour les manœuvres navales étaient une dilapidation de l'argent des contribuables, le ministère de la nouvelle ère politique ne se laissa pas troubler. La gloire du succès revint aux successeurs. » (W. Lotz, *Die Ideen der Deutschen Handelspolitik*, p. 80.)

[2] « Une négociation officielle fut ouverte [entre les gouvernements français et allemand, après que Michel Chevalier ait eu les premières conversations préliminaires avec Gobden. R.L.] au bout de peu de jours : elle fut conduite avec le plus grand mystère. Le 7 janvier 1860, Napoléon III annonça ses intentions dans une lettre-programme adressée au ministre d'État, M. Fould. Cette déclaration éclata comme un coup de foudre. Après les incidents de l'année qui venait de finir on comptait qu'aucune modification du régime douanier ne serait tentée avant 1861. L'émotion fut générale, néanmoins le traité fut signé le 23 janvier. » (Auguste Devers, *La politique commerciale de la France depuis 1860. Écrits de la ligue politique sociale*, II, p. 136.)

[3] A la suite de la débâcle de la campagne de Crimée, des réformes durent être instaurées : la révision du tarif douanier russe dans un sens libéral en 1857 et 1868, la suppression définitive du système douanier insensé de Kankrin, en étaient l'expression et le complément. Mais la réduction des tarifs douaniers répondait surtout aux intérêts immédiats des propriétaires fonciers nobles, qui, à la fois comme consommateurs de marchandises étrangères et comme producteurs de blé pour l'exportation, avaient tout à gagner de la suppression des barrières douanières entre la Russie et l'Europe occidentale. Le journal qui représentait les intérêts agricoles, le *Freie Oekonomische Gesellschaft*, constate en effet : « Entre 1822 et 1882, le plus grand producteur de la Russie, qui est l'agriculture, a subi quatre fois des pertes considérables, ce qui l'a mise dans une situation extrêmement critique, et chaque fois la cause directe en était l'élévation énorme des tarifs douaniers. Inversement la période de trente-deux ans qui va de 1815 à 1877, pendant laquelle les tarifs étaient modérés, s'est écoulée sans heurt, mises à part les trois guerres et une guerre civile [l'auteur entend par là la révolte polonaise de 1863, R. L.], dont chacune provoqua des sacrifices financiers plus ou moins grands de la part de l'État. » (*Memorandum der Kaiserlichen Freien Oekonomischen Gesellschaft in Sachen der Revision des russischen Zolltarifs*, Petersburg, 1890, p. 148.)

La preuve qu'en Russie, jusqu'à une époque très récente, les avocats du libre-échange ou du moins de l'abaissement des tarifs douaniers, ne peuvent être considérés comme les défenseurs des intérêts du capital industriel, c'est que l'organe scientifique du mouvement libre-échangiste, la *Freie Oekonomische Gesellschaft*, combattait le protectionnisme, dans les

années 1890 encore, y voyant une méthode de « transplantation artificielle » de l'industrie capitaliste en Russie ; c'est dans l'esprit d'un « populisme réactionnaire » que la revue attaquait le capitalisme comme donnant naissance au prolétariat moderne, « ces masses de gens inaptes au service militaire, sans propriété et sans patrie, qui n'ont rien à perdre, et ont depuis longtemps une mauvaise réputation ». (Op. cit., p. 171.)

[4] Fr. Engels partageait cette opinion. Dans une lettre à Nikolai-on, il écrit le 18 juin 1892 : « Des écrivains anglais, aveuglés par les intérêts patriotiques, ne peuvent pas comprendre pourquoi le libre-échange, dont l'Angleterre a donné l'exemple, est refusé partout avec tant d'opiniâtreté et remplacé par le protectionnisme. Naturellement ils n'osent tout simplement pas admettre que ce système - aujourd'hui presque universel - du protectionnisme est une mesure de défense plus ou moins sensée (dans certains cas même parfaitement absurde) contre ce même libre-échange anglais, qui amena le monopole industriel anglais à son apogée. Dans le cas de l'Allemagne, qui est devenue un grand État Industriel grâce au libre-échange, cette réaction est stupide ; le protectionnisme s'y étend aujourd'hui aux produits agricoles et aux matières premières, ce qui augmente les prix de revient de la production industrielle ! Je regarde ce retour général au protectionnisme non comme un hasard, mais comme une réaction contre le monopole industriel de l'Angleterre, qui semble intolérable. Comme je l'ai déjà dit, la forme de cette réaction peut être fautive, inadéquate ou pire encore, mais la nécessité historique de cette réaction me semble claire et évidente. » (Briefe.... p. 71.)